
Rapport de synthèse sur la consultation informelle sur FIDA14 entre les représentants et représentantes des peuples autochtones, des petits agriculteurs, des producteurs de denrées alimentaires, des jeunes, des femmes, des personnes en situation de handicap et des organisations axées sur la nutrition, et la direction du FIDA

Cote du document: IFAD14/2/INF.2

Date: 1^{er} octobre 2026

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Ronald Hartman

Directeur
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: r.hartman@ifad.org

Juan Carlos Mendoza Casadiegos

Directeur
Division environnement, climat et populations
courriel: juancarlos.mendoza@ifad.org

Raniya Sayed Khan

Responsable principale des partenariats, reconstitution
des ressources
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: raniya.khan@ifad.org

Charlotte Thumser

Analyste des partenariats, reconstitution des ressources
Division de l'engagement, des partenariats et de la
mobilisation des ressources à l'échelle mondiale
courriel: c.thumser@ifad.org

*Des informations complémentaires sur la reconstitution des ressources sont disponibles à
l'adresse <http://www.ifad.org/fr/reconstitution-des-ressources>.*

I. Contexte

1. Le présent rapport de synthèse sur la consultation informelle entre les représentants et représentantes des organisations rurales de la société civile et la direction du FIDA sur la Quatorzième reconstitution des ressources du Fonds (FIDA14), qui s'est tenue le 14 septembre 2026, est soumis à la Consultation sur FIDA14 pour information. Étant donné d'une part les enseignements tirés des deux précédents cycles de reconstitution du FIDA et d'autre part l'approche de développement du FIDA, qui privilégie la dimension humaine, une consultation virtuelle a été organisée avec les représentants des organisations partenaires rurales du FIDA relevant de la société civile (organisations de peuples autochtones, de petits agriculteurs et producteurs de denrées alimentaires, de jeunes, de femmes, de personnes en situation de handicap, et organisations axées sur la nutrition). Il s'agissait de recueillir l'avis et les recommandations concrètes des groupes d'intérêt de la société civile sur les priorités stratégiques, les vecteurs et les mécanismes d'exécution de FIDA14, de cerner les priorités quant au renforcement des partenariats, à la participation concrète et à la mobilisation, et de mieux faire connaître FIDA14 au sein des organisations de la société civile.

II. Avis recueillis sur les priorités de FIDA14

2. La direction du FIDA a souligné l'importance de faire participer les organisations rurales de la société civile à la définition des priorités du FIDA et a évoqué l'influence qu'avaient eue par le passé leurs contributions sur les engagements pris au titre des reconstitutions et sur les approches opérationnelles du Fonds. La direction a ensuite présenté une vue d'ensemble de FIDA14, notamment les priorités proposées, telle que discutée avec les États membres tout au long de la consultation en cours sur la reconstitution des ressources. Elle a ensuite rappelé la nécessité de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer les perspectives économiques et d'accroître la résilience pour les populations rurales dans un contexte marqué par un enchevêtrement de chocs et de crises, tout en mettant l'accent sur l'inclusion, la participation et le ciblage des femmes, des jeunes, des peuples autochtones, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes marginalisés. La direction a attiré l'attention sur le rôle crucial joué dans la transformation rurale par les organisations de la société civile et les institutions rurales en tant que partenaires stratégiques, insistant sur leur contribution à la définition des priorités, à la responsabilisation à l'égard des populations rurales, à la portée auprès des groupes marginalisés et à l'adéquation des investissements aux réalités locales.
3. Les représentants et représentantes des organisations de la société civile se sont déclarés satisfaits de pouvoir formuler des commentaires sur le projet de Rapport sur FIDA14 et ont salué le processus de consultation inclusif. Dans l'ensemble, les participants ont accueilli favorablement la proposition consistant à mettre l'accent sur les marchés, l'emploi en milieu rural et la résilience, tout en insistant sur la nécessité de continuer à résolument axer l'approche repensée du FIDA sur les besoins et les priorités des populations rurales – en particulier celles qui sont marginalisées, vulnérables ou ne peuvent pas accéder aux possibilités économiques. Les représentants et représentantes ont souligné l'importance d'une participation significative des parties prenantes rurales tout au long des cycles de projet, des phases d'élaboration et de conception à l'exécution et à l'achèvement. Ils ont attiré l'attention sur la nécessité d'accorder plus d'importance au rôle joué par la société civile et les organisations locales, et ont appelé le FIDA à mettre les investissements, l'innovation et la collaboration avec le secteur privé au service d'une transformation rurale équitable et inclusive. Par ailleurs, chaque groupe d'intérêt a formulé des recommandations spécifiques, résumées ci-après, relativement aux priorités proposées pour FIDA14.

- i) **Peuples autochtones.** Les représentants et représentantes des peuples autochtones ont accueilli favorablement les références aux peuples autochtones qui sont faites dans le projet de Rapport sur FIDA14 et ont réaffirmé l'importance de maintenir l'engagement pris de longue date par le FIDA envers les droits des peuples autochtones et le caractère autodéterminé de leur développement. Les principaux points soulevés sont les suivants:
- a) Les représentants et représentantes ont exprimé leur inquiétude quant à une évolution perçue dans le modèle de développement du FIDA, qui semble moins axé sur l'humain et plus centré sur les marchés, et ont appelé la direction à faire en sorte que l'attention portée aux capacités des ménages ruraux au « premier kilomètre », qui est l'un des principaux avantages comparatifs du FIDA, soit maintenue dans cette approche.
 - b) Les représentants et représentantes ont noté l'importance de renforcer le Forum des peuples autochtones au FIDA dans son rôle d'espace de dialogue au service de la responsabilisation et de la participation, notamment grâce à un financement adéquat.
 - c) Les représentants et représentantes ont insisté sur la nécessité de continuer à porter une attention soutenue aux peuples autochtones dans le cadre de FIDA14, faisant explicitement référence aux principes et aux engagements figurant dans la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.
 - d) Les représentants et représentantes ont aussi appelé le FIDA à mieux appliquer le consentement préalable, libre et éclairé, en accordant suffisamment de temps et de ressources pour garantir une participation significative des peuples autochtones à la conception et à la mise en œuvre des projets.
 - e) Les représentants et représentantes ont salué les engagements en matière d'inclusion, d'approches différenciées et de ventilation des données, mais ont souligné la nécessité de faire en sorte que les approches tournées vers les marchés n'excluent pas les peuples autochtones et les communautés les plus marginalisées.
 - f) Les représentants et représentantes ont fait remarquer que la résilience des peuples autochtones et de leurs pratiques dépendait fortement de la reconnaissance et de la protection de leurs droits à leurs terres, territoires et ressources naturelles, ainsi que du strict respect du principe d'autodétermination.
 - g) Enfin, les représentants et représentantes ont évoqué l'importance d'accroître les ressources destinées aux communautés et aux organisations de peuples autochtones, notamment par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, et de veiller à ce que les investissements soutiennent les économies traditionnelles, les systèmes de savoirs autochtones, la conservation de la biodiversité et le bien-être collectif.
- ii) **Organisations paysannes.** Les représentants et représentantes ont salué l'accent mis par FIDA14 sur les économies rurales et ont noté que le rôle clé joué par les organisations paysannes dans le développement rural, l'intégration aux marchés et la gouvernance locale était de plus en plus reconnu. Ils ont évoqué les priorités suivantes:
- a) Les représentants et représentantes ont attiré l'attention sur l'intérêt du Forum paysan, plateforme de collaboration avec le FIDA sans équivalent, et ont appelé à plus impliquer les organisations paysannes

dans la gouvernance du FIDA, notamment en leur accordant un statut d'observateur au Conseil d'administration. Ils ont souligné l'importance d'investir pour des organisations paysannes fortes, compétentes et inclusives, en reconnaissant leur rôle en tant qu'organes de représentation, prestataires de services, relais de commercialisation, vecteurs d'innovation et moteurs de la transformation rurale.

- b) Les représentants et représentantes ont ensuite fait remarquer que le développement des marchés devrait profiter aux petits exploitants et aux agriculteurs familiaux, et devrait s'accompagner d'investissements au profit de la productivité, des organisations de producteurs, de la valeur ajoutée, du stockage, de la transformation, de l'accès au marché, des programmes d'achats publics et des systèmes alimentaires locaux.
 - c) En outre, les représentants et représentantes ont souligné l'importance de renforcer la résilience, en particulier dans des contextes vulnérables face aux changements climatiques, tout en promouvant la participation économique des jeunes et des femmes, les transitions agroécologiques, l'innovation, le transfert de technologie, l'entrepreneuriat et l'accès aux marchés et au financement.
- iii) **Jeunes.** Les représentants et représentantes des jeunes ont salué l'attention accrue portée à l'emploi rural dans le cadre de FIDA14 et ont souligné l'importance de placer les jeunes au centre de la transformation rurale. L'attention a été attirée sur les priorités suivantes:
- a) Les représentants et représentantes ont indiqué que l'approche en matière d'emploi ne devait pas se limiter à promouvoir la création d'emplois, mais viser aussi un travail décent, des moyens d'existence durables, la création d'entreprises et une participation significative à l'économie. Ils ont souligné l'importance d'investir dans des écosystèmes d'entrepreneuriat rural, dans des entreprises dirigées par des jeunes et dans des partenariats ouvrant aux jeunes des perspectives leur permettant de rester dans les zones rurales et d'y prospérer.
 - b) Par ailleurs, les représentants et représentantes ont appelé le FIDA à renforcer les mécanismes et les canaux institutionnels permettant de faire participer les jeunes aux projets, dans les travaux d'élaboration, de conception, d'exécution, de suivi et de concertation sur les politiques aux niveaux local, national et mondial, ainsi qu'à la mise en œuvre et à l'examen de FIDA14.
 - c) Enfin, les représentants et représentantes ont attiré l'attention sur les obstacles persistants auxquels font face les jeunes ruraux, notamment en matière d'accès à la terre, au financement, aux marchés, aux moyens de production, aux technologies, aux services d'appui aux entreprises et à la prise de décisions. Ils ont appelé à la mise en place de systèmes d'appui intégrés, associant développement des compétences, mentorat, développement d'entreprises, accès au financement, connexion aux marchés et possibilités d'investissement.
- iv) **Organisations de femmes.** Les représentantes des organisations de femmes ont noté que le FIDA était un chef de file dans son engagement en faveur de l'autonomisation des femmes. Elles ont appelé à développer des mécanismes financiers prenant en compte et récompensant la contribution des femmes aux économies rurales, à la résilience climatique et à la gestion des ressources naturelles. Elles ont souligné l'importance d'adopter des approches axées sur les résultats, de mieux évaluer l'autonomisation des femmes et d'élargir l'accès au financement pour les organisations et les collectifs de femmes.

- v) **Organisations de personnes en situation de handicap.** Les représentants et représentantes ont salué l'attention accrue portée à l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le cadre de FIDA14 et ont souligné la nécessité de ne pas se limiter à des initiatives pilotes, mais d'intégrer l'inclusion de manière systématique dans les programmes soutenus par le Fonds. Ils ont attiré l'attention sur l'importance des considérations suivantes : impliquer les organisations de personnes en situation de handicap tout au long de la conception, de l'exécution et du suivi des projets; mettre en place des innovations numériques inclusives; élargir les possibilités d'emploi pour les personnes en situation de handicap; et établir un cadre succédant à l'actuelle Stratégie pour l'inclusion du handicap pour orienter la mise en œuvre pendant FIDA14.
 - vi) **Organisations axées sur la nutrition.** Les représentants ont accueilli favorablement le traitement accordé à la sécurité alimentaire et à la résilience dans le rapport tout en soulignant l'importance de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et de l'accès aux ressources naturelles. Ils ont attiré l'attention sur la nécessité de promouvoir des aliments nutritifs, culturellement adaptés et produits localement, de renforcer les liens entre l'agriculture familiale et les programmes d'achats publics (comme les initiatives d'alimentation scolaire), et de veiller à ce que les résultats en matière de nutrition, la qualité des aliments et l'accès à la nourriture soient suffisamment reflétés dans les cadres de résultats. Les représentants ont aussi mis en avant le rôle crucial joué par les organisations de la société civile dans l'intégration aux politiques publiques de considérations en faveur du développement territorial et de systèmes alimentaires durables.
4. La direction du FIDA a remercié les participants pour leur participation constructive et s'est réjouie des avis circonstanciés exprimés. Elle a indiqué que l'inclusion et la participation étaient deux priorités de FIDA14, et a reconnu l'importance de renforcer la visibilité des politiques et des cadres organisationnels dans l'ensemble du Rapport sur FIDA14.
 5. La direction a aussi précisé que l'approche du FIDA en matière de marchés, d'emploi rural et de résilience visait à bénéficier aux populations rurales, en particulier aux plus vulnérables d'entre elles. Elle a ajouté que l'inclusivité des marchés continuait à occuper une place centrale dans la vision du FIDA et que la collaboration avec le secteur privé était destinée à ouvrir des perspectives aux petits producteurs, aux entreprises rurales locales et aux filières agricoles. Concernant l'emploi rural, la direction a indiqué que le FIDA ne visait pas seulement à créer des emplois, mais promouvait aussi le travail décent, l'entrepreneuriat et des moyens d'existence durables. De même, elle a précisé que l'approche de la résilience adoptée ne se limitait pas à une réaction aux chocs, mais passait aussi par l'adaptation, le rétablissement et la durabilité à long terme. Enfin, la direction a noté que le passage de la transversalisation à l'intégration n'était pas synonyme d'une réduction de l'attention portée à des groupes cibles ou à des priorités spécifiques, mais visait à permettre la prise en compte simultanée de plusieurs dimensions du développement rural.

III. Conclusion

6. Tous les représentants et représentantes ont exprimé leur soutien aux domaines prioritaires proposés pour FIDA14 (marchés, emploi et résilience, avec le secteur privé et l'innovation comme vecteurs). Toutefois, ils ont souligné la nécessité de conserver une approche axée sur l'humain lors de FIDA14.
7. Une priorité commune à tous les représentants de la société civile est de pouvoir prévoir le soutien du FIDA et la collaboration avec lui, et de plus participer à la concertation sur les politiques et à la prise de décisions tout au long du cycle des

projets – de la conception à l'exécution en passant par la communication des données.

8. Ces échanges seront pris en compte par la direction du FIDA lors de la mise à jour du projet de Rapport sur FIDA14, qui sera présenté aux États membres à la deuxième session de la Consultation sur FIDA14, en octobre 2026.